

Paris, le 16 janvier

À BAS LE NATIONALISME ET L'IMPÉRIALISME ! POUR L'AUTODÉTERMINATION DES PEUPLES !

Le 3 janvier 2026, Nicolas Maduro et Cilia Flores, le président du Venezuela et sa compagne, ont été enlevé-es par l'armée étasunienne à la demande de Donald Trump. Cette violation du droit international s'inscrit dans la droite lignée de l'impérialisme des États-Unis sur l'Amérique du Sud. Invoquant dans un premier temps la lutte contre le narcotrafic, le président étasunien ne cache plus sa volonté de s'accaparer les richesses du pays et en particulier le pétrole. Il va même plus loin dans sa logique coloniale en remettant en cause la souveraineté du peuple vénézuélien. Depuis, Donald Trump multiplie les déclarations bellicistes et menace d'une intervention militaire le Groënland, Cuba et la Colombie. En foulant aux pieds l'autodétermination des peuples, il bafoue la Charte des Nations Unies. Les peuples sont les premières victimes d'une telle politique. Au Venezuela on compte aujourd'hui plusieurs dizaines de décès liés à l'intervention étasunienne.

En France, le soutien complice d'Emmanuel Macron est inadmissible. SUD éducation dénonce l'attitude complaisante du gouvernement à l'égard des USA qui s'explique par le maintien et la défense d'un système colonial (en Kanaky notamment) et néocolonial (en Afrique) par l'Etat français.

La politique coloniale de Donald Trump s'inscrit directement dans le déploiement décomplexé d'un capitalisme prédateur et dans une compétition inter-impérialiste qui renforce les pouvoirs d'extrême droite partout dans le monde. Depuis 2022, Vladimir Poutine a envahi une partie du territoire ukrainien, Benyamin Netanyahu a rasé Gaza de la carte et assume un génocide ayant fait plus de 70 000 mort-es en deux ans tout en intensifiant la colonisation et les frappes en Cisjordanie occupée. Les peuples sont les premières victimes de cette situation internationale alarmante. SUD éducation, dans le cadre de son union syndicale Solidaires, participe activement au Réseau syndical international de solidarité et de luttes afin d'organiser des

actions de solidarité effective envers les travailleurs·euses et l'ensemble de la population des pays agressés et occupés. Un grand mouvement de mobilisation, porté par les organisations syndicales, doit s'organiser pour enrayer cette marche à la guerre partout dans le monde et combattre en premier lieu les responsabilités de nos gouvernements et d'Emmanuel Macron. La France avec son (néo)colonialisme participe à l'impérialisme mondial.

Non à l'enrôlement de la jeunesse !

Emmanuel Macron et son gouvernement poursuivent une politique privilégiant les dépenses militaires à la défense des services publics, finançant le complexe militaro-industriel. La jeunesse est une cible privilégiée des entreprises de militarisation menées par les gouvernements. SUD éducation dénonce tous les dispositifs visant à enrôler la jeunesse et à renforcer les liens entre l'école et les armées : l'école n'est pas un espace où trouver des recrues, elle ne doit pas être le lieu où se diffuse la propagande militaire. SUD éducation s'oppose avec la plus grande fermeté au déploiement du service national volontaire et aux mesures qui l'accompagnent. SUD éducation s'alarme de la publication du guide produit par le ministère de l'Éducation nationale "acculturer les jeunes à la défense". Cette instrumentalisation de l'école et cet enrôlement de la jeunesse sont d'autant plus inacceptables que, dans le même temps, sont durement réprimées les mobilisations de solidarité envers les peuples colonisés et agressés qui s'organisent dans les établissements scolaires et universitaires.

Dans les universités on ne compte plus les partenariats entre des formations et des grands groupes industriels militaires quand ce n'est pas directement avec l'armée. Et dans la recherche, les projets et les financements en lien avec la défense et l'armée se multiplient et sont de plus en plus soutenus voire imposés par les directions. Sur les campus, le soutien au peuple palestinien a été largement sanctionné et réprimé. Les étudiant·es pro palestinien·nes ont été exclu·es pendant plusieurs mois, puis réintroduit·es notamment grâce à la mobilisation. Dans les collèges et les lycées, les élèves manifestant leur engagement pour Gaza ont été sanctionné·es ou menacé·es de sanction, en particulier quand elles étaient racisé·es.

Ce virage militariste au sein de nos établissements doit nous faire réagir au plus vite. Face à l'accélération de l'emprise de l'armée sur l'école, SUD éducation réaffirme la nécessité d'un syndicalisme et de pédagogies antimilitaristes. SUD éducation défend une école émancipatrice et égalitaire et non au service des impérialismes et des nationalismes.